

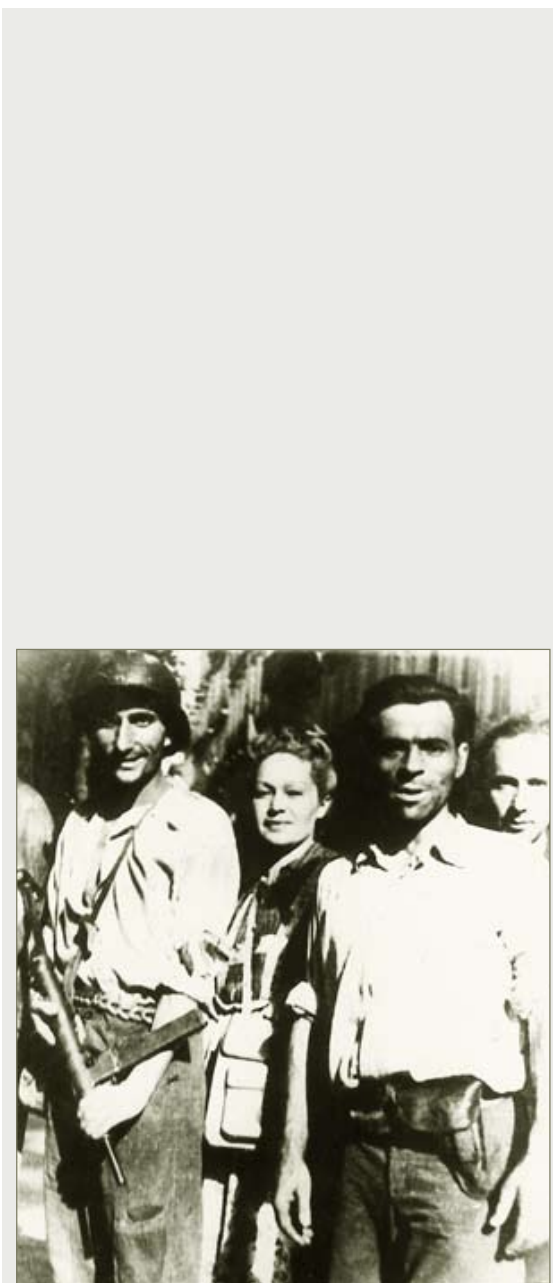
La Main-d'œuvre immigrée

La Main-d'œuvre immigrée, la MOI, aura existé moins d'un quart de siècle. Des hommes et des femmes originaires de tous les pays d'Europe se côtoyaient au sein de cette organisation au point que certains ont imaginé, à partir de ces trois initiales, MOI, un mouvement ouvrier international. La Main-d'œuvre immigrée était en réalité une organisation créée par le Parti communiste français qui cherchait à rassembler les immigrés derrière lui.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, la France, exsangue, ouvrit ses frontières à une main-d'œuvre venue de toute l'Europe. Dans les années 30, elle devint une terre d'asile pour ceux que les dictatures considéraient comme ses ennemis, politiques et raciaux. Ce fut, pour la MOI, le temps de son apogée : elle comptait alors plusieurs milliers de militants, éditait des journaux dans une dizaine de langues, animait des organisations syndicales, sportives et culturelles dans les différentes communautés immigrées présentes en France.

À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la France hébergeait, pour reprendre les mots d'un ancien de la MOI, une bonne part de l'élite communiste européenne: il y avait là des dirigeants exilés des principaux partis communistes d'Europe et des milliers de ses militants les plus déterminés, ceux-là mêmes qui s'étaient engagés dans les Brigades internationales pour défendre la République en Espagne. Cette présence simultanée de dirigeants communistes et de combattants aguerris, les réseaux tissés par les militants de la MOI dans leurs communautés, furent autant d'atouts pour cette organisation quand vint le temps de la résistance.

Après la capitulation du III^e Reich, un grand nombre de ces résistants retournèrent dans leur patrie. Cette dispersion explique en partie que le rôle de la MOI dans la résistance soit demeuré longtemps méconnu. Elle ne justifie pas un silence de près de quarante ans. De nombreux résistants, étrangers ou immigrés, demeurés en France, auraient pu témoigner. Seulement, ils n'avaient pas leur place dans le discours officiel.



Francs-tireurs et partisans de la Main-d'œuvre immigrée.
Marseille, août 1944.

Photo Julia Pirotte. Coll. Groupe Marat

La Main-d'œuvre immigrée 2/2

Gaullistes et communistes ont imposé la vision d'un peuple français résistant. Qu'il y ait eu des étrangers dans la résistance, soit ! En s'engageant, ils avaient acquis le droit de devenir français. Le parti communiste français contribua à l'intégration dans la nation des résistants de la Main-d'œuvre immigrée : partant, il occulta leur qualité d'immigrés ou d'étrangers. À partir de 1945, le Parti reprit en main la MOI, y imposant une direction de permanents français.

Le climat de guerre froide en France et en Europe a également pesé dans l'occultation de cette résistance des immigrés et des étrangers. En France, après les grandes grèves de 1947-1948, le gouvernement expulsa par centaines des communistes étrangers. Le passé de résistants, pour certains, ne leur fut d'aucune protection. La Main-d'œuvre immigrée fut elle-même au cœur des procès politiques qui se déroulèrent dans les pays d'Europe de l'Est au début des années 50. L'Union soviétique imposait alors sa tutelle sur les partis communistes de ces pays. Les anciens d'Espagne et de la résistance en France, revenus dans leur pays, étaient suspects parce qu'ils incarnaient la dimension internationale de la révolution communiste. Avoir été membre de la MOI était devenu un grief, témoigne Artur London dans *L'aveu* où il raconte son procès.

Cette mise au pas du mouvement communiste affecta aussi, moins tragiquement, le parti français qui écarta plusieurs dizaines de militants, reprochant à certains d'être entrés en résistance avant que le Parti, appliquant les consignes de Moscou, n'appelle à la lutte contre l'occupant. L'un des plus connus, Charles Tillon, un des chefs des Francs-tireurs et partisans pendant la guerre, était chassé du Parti en septembre 1952. La Main-d'œuvre immigrée, à cette date, avait cessé d'exister. Dans ce contexte, il eut été risqué de rappeler son rôle.

Il fallut attendre que ces enjeux de politique et de mémoire s'estompent dans les années 80 pour qu'enfin la place des étrangers et des immigrés dans la résistance française commence d'être reconnue.

NOTA BENE : Les militants de la Main-d'œuvre immigrée furent, d'un point de vue juridique, tantôt des immigrés, tantôt des étrangers. Parfois les deux successivement : un grand nombre d'immigrés qui avaient acquis la nationalité française s'en virent privés par le gouvernement du maréchal Pétain, redevenant ainsi des étrangers.